



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière - Cniel

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière - CNIEL  
42 rue de Chateaudun - 75314 PARIS CEDEX 09

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière - CNIEL**

42 rue de Chateaudun - 75314 PARIS CEDEX 09

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale du Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière - CNIEL

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière - CNIEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 19 juin 2025

KPMG SA

Yves Delmas

Associé

# BILAN ACTIF

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## ACTIF

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

01/01/2023 au  
31/12/2023

### ACTIF IMMOBILISE

#### Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

Frais de recherche et développement

Donations temporaires d'usufruit

Concessions, brevets et droits similaires

1 161 282

404 504

756 778

750 286

Autres

Immobilisations incorporelles en cours

30 146

30 146

156 941

Avances et acomptes

#### Immobilisations corporelles

Terrains

Constructions

Installations techn., matériel et outil. ind.

38 584

38 555

29

327

Autres

408 178

328 284

79 894

93 325

Immobilisations corporelles en cours

Avances et acomptes

Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés

#### Immobilisations financières

Participations et créances rattachées

13 227 747

1 053 721

12 174 026

12 186 880

Autres titres immobilisés

Prêts

Autres

1 843 901

1 843 901

1 826 812

TOTAL (I)

16 709 838

1 825 064

14 884 775

15 014 570

### ACTIF CIRCULANT

Stocks et en-cours

12 202 102

12 202 102

22 745 385

#### Créances

Créances clients, usagers et comptes ratt.

15 338 932

397 661

14 941 272

20 240 456

Créances reçues par legs ou donations

Autres

6 781 807

6 781 807

5 957 638

Valeurs mobilières de placement

12 377 579

12 377 579

12 099 752

Instruments de trésorerie

Disponibilités

7 467 896

7 467 896

3 589 135

Charges constatées d'avance

143 453

143 453

210 036

TOTAL (II)

54 311 769

397 661

53 914 108

64 842 402

Frais d'émission des emprunts (III)

Primes de remboursement des emprunts (IV)

Ecarts de conversion actif (V)

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)

71 021 607

2 222 724

68 798 883

79 856 972

# BILAN PASSIF

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	244 013	244 013
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	28 195 586	29 228 758
Excédent ou déficit de l'exercice	3 307 882	-1 033 172
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>31 747 481</i>	<i>28 439 599</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	31 747 481	28 439 599
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	67 206	48 318
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	67 206	48 318
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 174	1 100 747
Emprunts et dettes financières diverses	216 615	216 615
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 695 698	10 858 692
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	20 125 498	30 041 310
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 944 210	9 151 691
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	36 984 196	51 369 055
Ecart de conversion passif		
(V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	68 798 883	79 856 972

# COMPTE DE RÉSULTAT

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	39 427 010	38 950 581
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	933 827	963 433
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	16 649 996	5 440 564
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	987 894	483 515
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	-10 315 858	5 510 548
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>47 682 868</b>	<b>51 348 641</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	30 352 828	35 586 121
Aides financières	1 493 636	1 703 188
Impôts, taxes et versements assimilés	433 046	384 734
Salaires et traitements	7 302 776	7 344 173
Charges sociales	3 547 318	3 509 543
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	340 974	290 760
Dotations aux provisions	50 000	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3 185 542	3 627 964
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>46 706 120</b>	<b>52 446 483</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>976 748</b>	<b>-1 097 842</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	1 667 959	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	299 844	141 483
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		51 883
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	53 574	
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>2 021 377</b>	<b>193 366</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	52 953	45 120
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>52 953</b>	<b>45 120</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 968 424</b>	<b>148 246</b>

# COMPTE DE RÉSULTAT

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	2 945 173	-949 596
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	10 000	3 040
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	398 629	213 671
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	408 629	216 711
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	460 067	300 748
Sur opérations en capital		40 600
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		307 245
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	460 067	648 594
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-51 438	-431 883
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-414 147	-348 307
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	50 112 875	51 758 718
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	46 804 993	52 791 890
EXCÉDENT OU DÉFICIT	3 307 882	-1 033 172



## ANNEXE COMPTABLE

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, et en application du règlement ANC n°2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels standards ont été évalués à leur coût d'acquisition et sont amortis sur 1 an.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés avec les taux suivants :

Immobilisations	Taux
-----	-----
Agencements et aménagements	10 %
Matériel informatique	33 %
Matériel de bureau	20 %
Mobilier	10 %

### IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Si le coût est supérieur à la valeur d'utilité des titres, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Les autres titres immobilisés ont été évalués au prix d'acquisition.

### TRAVAUX EN COURS

Les travaux en cours correspondent à la quote-part de financement par la Commission Européenne et/ ou France Agrimer d'opérations de promotion collective.

Les règlements reçus sont enregistrés en dettes jusqu'à la clôture définitive du programme bénéficiaire du cofinancement, généralement d'une durée de 3 ans.

A chaque fin d'exercice comptable du Cniel, les cofinancements constatés sur l'exercice viennent alimenter un compte de stocks avec pour contrepartie un compte de produits « variation en cours de production ».

Quand le programme cofinancé est terminé, les dettes et stocks qui lui sont rattachés sont soldés avec pour contreparties les comptes de produits « variation en cours de production » et « subventions ».

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les 16 programmes européens de communication en cours sur l'exercice 2024 sont les suivants :

- Campagne ANDINO démarrée en février 2021 pour 3 ans ;
- Campagne EU Dairy MEX démarré en février 2021 pour 3 ans ;
- Campagne Dairy Health France 2 démarré en mars 2021 pour 3 ans ;
- Campagne Cheese USA démarré en mars 2021 pour 3 ans ;
- Campagne Beurre PMO démarré en mars 2021 pour 3 ans ;
- Campagne Butter Asia 21 démarré en mars 2021 pour 3 ans ;
- Campagne CREME PMO démarrée en février 2022 pour 3 ans ;
- Campagne CHEESE AUSTRALIE démarré en février 2022 pour 3 ans ;
- Campagne EU CHEESE BRAZIL démarré en février 2022 pour 3 ans ;
- Campagne EU BEURRE USA démarré en février 2022 pour 3 ans ;
- Campagne ORGANIC BASKET, en partenariat avec INTERFEL, démarré en février 2022 pour 3 ans ;
- Campagne CHEESE EUROPE 22 démarré en mars 2022 pour 3 ans ;
- Campagne CHEESE PMO 23 démarré en janvier 2023 pour 3 ans ;
- Campagne CREAM ASIA 23 démarré en janvier 2023 pour 3 ans ;
- Campagne CHEESE UK 23 démarré en mai 2023 pour 3 ans ;
- Campagne CREAM ASIA 24 démarré en janvier 2024 pour 3 ans.

## CREANCES IMMOBILISEES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale.

## CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont fait, le cas échéant, l'objet de provisions pour dépréciations.

## VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les achats de titres sont comptabilisés en valeur d'acquisition et les ventes sont valorisées en méthode FIFO.

## DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Les obligations de l'entité liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2024. Ces indemnités ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention en engagements hors bilan.

Le montant mentionné en engagements hors bilan est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution de salaire, d'âge de départ, du turnover naturel au sein de l'entreprise et de la rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

## IMPOTS SUR LES BENEFICES

Le montant du déficit reportable au 31/12/2024 s'élève à 6.792.490 euros.

## HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés dans l'exercice s'élèvent à 61.866 euros.

## CONSOLIDATION

En application de l'article L233-16 du code du commerce nous procédons à une consolidation par la méthode de l'agrafage pour les entités suivantes : Sci Maison du Lait et Maison du Lait Services, dont les comptes de l'exercice 2024 ont fait l'objet d'une certification par un Commissaire aux Comptes ( cf documents annexés )

## CREDIT IMPOT RECHERCHE

Le crédit impôt recherche s'est élevé à 412.773 euros en 2024.

## INDEMNITE INHIBITEUR

Dans le cadre d'un accord interprofessionnel, le CNIEL procède à une indemnisation des producteurs en cas de présence d'inhibiteurs dans le lait. L'indemnité brute s'est élevée à 2.905.591 euros en 2024.

## PROGRAMMES COFINANCES

Les appels de fonds des programmes cofinancés multi-pays dont le CNIEL est coordinateur, et ceux dont un autre organisme est coordinateur, sont comptabilisés selon les modalités suivantes :

- *Part de l'appel de fonds correspondant à une garantie des participants restituée en fin de période de contrôle (« dépôt ») :*
  - o Comptabilisation en dépôts et cautionnements versés pour les programmes où un autre organisme est coordinateur (actif moyen terme)
  - o Comptabilisation en dépôts et cautionnements reçus pour les programmes où le CNIEL est coordinateur (passif moyen terme),
- *Part de l'appel de fonds correspondant à des dépenses :*
  - o Pour les programmes portés par un autre organisme : comptabilisation en charges dans les livres du CNIEL de la dépense réelle restant à la charge du CNIEL
  - o Pour les programmes portés par le CNIEL : comptabilisation en produits dans les comptes du CNIEL de la dépense réelle restant à la charge des pays partenaires
- *Part de l'appel de fonds correspondant au financement du besoin en fonds de roulement (décalage entre le décaissement des dépenses et l'obtention des financements de l'Union Européenne) :*
  - o Pour les programmes portés par un autre organisme : Comptabilisation en « autres créances, opérations faites en commun »
  - o Pour les programmes portés par le CNIEL : Comptabilisation en « autres dettes, opérations faites en commun »

## DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL

Le CNIEL a pour objet, dans le cadre de la politique agricole commune et du chapitre II, titre III du livre sixième du code rural et de la pêche maritime, de :

- Favoriser le maintien et le développement du potentiel économique du secteur ;
- Promouvoir la consommation de lait et de produits laitiers en France et à l'étranger et de soutenir le développement des exportations ;
- Améliorer et de favoriser la connaissance et la transparence de la production et du marché, notamment au moyen de la publication de données statistiques, de la réalisation d'études ...
- Contribuer à une meilleure adaptation des produits aux marchés ;
- Promouvoir entre les différents acteurs de l'interprofession une politique contractuelle en particulier par la conclusion d'accords interprofessionnels, de contrats-type ou de guides de bonnes pratiques ;
- Renforcer la sécurité sanitaire et alimentaire, de contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être animal ;
- Participer à des programmes de recherche appliquée, de développement et de réaliser des investissements dans le cadre de ces programmes ;
- Susciter dans les régions l'établissement de structures interprofessionnelles ayant pour mission de développer des actions dans l'intérêt commun.

## CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION OU DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation ou de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

# ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
					suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL	1 329 753	211 304
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
	Inst. générales, agencts & aménagts construct.					
	Installations techniques, matériel & outillage industriels			38 584		
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers		50 805		
		Matériel de transport				4
		Matériel de bureau & mobilier informatique		469 461		
Emballages récupérables & divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL				558 850		4
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations			13 639 230		220
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières			1 826 812		150 839
TOTAL				15 466 042		151 059
TOTAL GENERAL				17 354 646		362 368

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine	
			par virt poste	par cessions			
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.		TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles		TOTAL	169 049	180 580	1 191 428	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
	Inst. gal. agen. amé. cons						
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				38 584		
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers			10 991	39 814	
		Matériel de transport				4	
		Mat. bureau, inform., mobilier			101 102	368 360	
Emb. récupérables & divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL				112 093	446 762		
FINANCIERE:	Particip. évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations			411 704	13 227 747		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts & autres immob. financières			133 749	1 843 902		
TOTAL				545 453	15 071 649		
TOTAL GENERAL			169 049	838 126	16 709 839		

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	422 527	162 557	180 580	404 504
TOTAL	422 527	162 557	180 580	404 504
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels	38 257	298		38 555
Autres immobs corporelles				
Inst. générales agencem. amén.	16 691	3 981	10 991	9 681
Matériel de transport		4		4
Mat. bureau et informatiq., mob.	410 251	9 449	101 102	318 599
Emballages récupérables divers				
TOTAL	465 199	13 732	112 093	366 838
TOTAL GENERAL	887 726	176 289	292 673	771 343

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

# ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	613 000		613 000
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 843 901		1 843 901
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	15 338 932	15 338 932	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	4 935	4 935	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 008	27 008	
	Impôts sur les bénéfices	427 947	427 947	
	Etat & autres coll. publiques	1 850 642	1 850 642	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	1 305 729	1 305 729	
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	2 707 589	2 707 589	
	Charges constatées d'avance	143 453	143 453	
TOTAUX		24 263 137	21 806 235	2 456 901
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			



# COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	143 453
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	143 453

## PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	10 789 002
Autres créances	2 500 906
Disponibilités	
TOTAL	13 289 908

# TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

CNIEL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Ecarts de réévaluation	244 013.20				244 013.20
Report à nouveau	29 228 758.34			1 033 172.28	28 195 586.06
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 033 172.28		3 307 881.90	-1 033 172.28	3 307 881.90
TOTAUX	28 439 599.26		3 307 881.90		31 747 481.16

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	2 174	2 174		
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)	216 615	216 615		
Fournisseurs & comptes rattachés	10 695 698	10 695 698		
Personnel & comptes rattachés	4 933 985	4 933 985		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	500 571	500 571		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée	2 382 233	2 382 233		
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	12 308 709	12 308 709		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	5 944 210	5 944 210		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	36 984 196	36 984 196		

- Renvois
- (1)

Emprunts souscrits en cours d'exercice
- Emprunts remboursés en cours d'exer.

1 100 747
- (2)

Montant divers emprunts, dett/associés

# COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

## CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	2 174
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	5 034 251
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	5 018 505
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 294 578
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	11 349 508

# ENGAGEMENTS

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 1 380 369.00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

## ENGAGEMENTS REÇUS

Cautions reçues : 3.043.173 euros

# LES EFFECTIFS

CN/EL

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## LES EFFECTIFS

Effectif moyen : 105